

— Juillet 2026 —

LES ESSENTIELS

— S'INFORMER —
Partager les données de référence

ÉNERGIE

Prix du gaz naturel en France et dans l'Union européenne en 2025

À RETENIR

- En 2025, le prix moyen toutes taxes comprises du gaz naturel facturé aux ménages français s'élève à 141,4 €/MWh PCS (pouvoir calorifique supérieur), en hausse de 8,6 % sur un an. Les taxes payées par les ménages représentent 29 % du prix, en augmentation de 9,5 %.
- Le prix du gaz naturel pour les ménages français est supérieur de 19 % à la moyenne des prix de l'Union européenne.
- Pour les entreprises, le prix hors TVA du gaz est en légère hausse (+ 1,5 %, à 65,7 €/MWh PCS), essentiellement porté par les entreprises qui consomment le plus, après la baisse de 18,2 % constatée en 2024. Les coûts d'utilisation des réseaux de transport et de distribution qui augmentent de 34 % expliquent majoritairement cette hausse.
- Le prix du gaz pour les entreprises en France figure parmi les plus élevés de l'Union européenne. Elles paient un prix supérieur de 8 % à la moyenne européenne.

REPÈRES

118,4 €/MWh PCS

prix du gaz pour les
ménages dans l'Union
européenne, en hausse
de 3 % en moyenne



60,9 €/MWh PCS

prix hors TVA du gaz naturel
pour les entreprises de l'Union
européenne, soit une hausse
de 3 % en moyenne

Le prix moyen du gaz naturel sur le marché résidentiel français augmente de 8,6 %

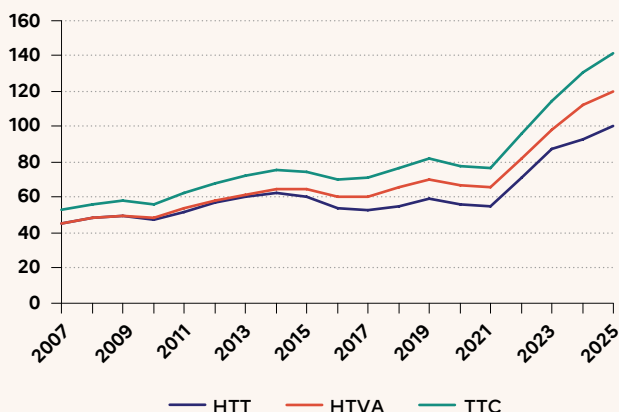
En 2025, le prix moyen toutes taxes comprises (TTC) du gaz naturel sur le marché résidentiel¹ en France s'élève à 141,4 €/MWh PCS (pouvoir calorifique supérieur), soit une hausse de 8,6 % par rapport à 2024 (*graphique 1*), un rythme nettement supérieur à l'évolution générale des prix à la consommation en 2025 (+ 0,9 %). De 2021 à 2024, dans un contexte de crise énergétique, le prix du gaz pour les ménages a augmenté en moyenne de 19,3 % par an, contre 4,0 % par an pour les prix à la consommation, un rythme beaucoup plus soutenu que lors de la décennie précédente. De 2010 à 2020, le prix du gaz pour les ménages progressait de 3,2 % par an, contre 1,0 % pour les prix à la consommation.

¹ Le prix du gaz pour les ménages en copropriété avec chauffage collectif est comptabilisé dans le prix payé par les entreprises, les chaufferies collectives étant ici classées dans le non-résidentiel.



GRAPHIQUE 1 : évolution du prix du gaz naturel pour les ménages en France

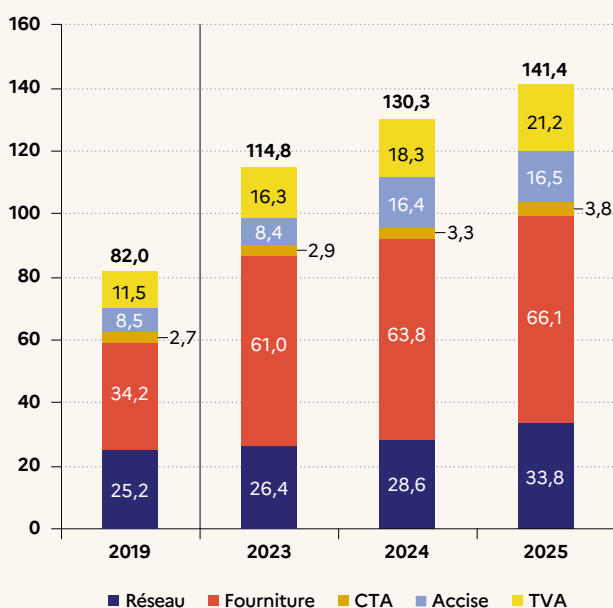
En €/MWh PCS (euros courants)



Note : HTT = prix hors toutes taxes ; HTVA = prix hors TVA ; TTC = prix toutes taxes comprises. Le prix n'inclut pas le chèque énergie.
Source : SDES, enquête Transparence des prix du gaz et de l'électricité

GRAPHIQUE 2 : décomposition du prix TTC du gaz naturel pour les ménages en France

En €/MWh PCS (euros courants)



Note : CTA = contribution tarifaire d'acheminement. Le prix n'inclut pas le chèque énergie.
Source : SDES, enquête Transparence des prix du gaz et de l'électricité

Le prix HTT (99,9 €/MWh PCS) du gaz naturel augmente de 8,2 % en 2025, portant la hausse à + 68,3 % par rapport à 2019. La composante « fourniture » (66,1 €/MWh PCS) représente 66 % du prix HTT (graphique 2). Celle-ci est principalement constituée des coûts d'approvisionnement

et de commercialisation, mais aussi des coûts du stockage et des certificats d'économie d'énergie. Cette composante est en hausse de 2,3 €/MWh PCS (+ 4 % par rapport à 2024). La part complémentaire, qui s'élève à 33,8 €/MWh PCS, correspond au coût d'acheminement. Ce coût, en augmentation de 5,2 €/MWh PCS (+ 18 % par rapport à 2024), inclut l'utilisation du réseau de distribution, payée via l'accès des tiers aux réseaux de distribution (ATRD), pour 28,3 €/MWh PCS, et celle du réseau de transport, payée via l'accès des tiers aux réseaux de transport (ATRT), pour 5,5 €/MWh. La forte hausse des coûts de réseau est la conséquence du passage au nouveau tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel (ATRD, 7^e version). En effet, selon la Commission de régulation de l'énergie (CRE), la hausse de ce tarif au 1^{er} juillet 2024 s'établit à + 27,5 % par rapport à sa version antérieure (ATRD, 6^e version), en raison notamment de sa stabilité pendant quatre ans (rattrapage de l'inflation) et de la diminution du nombre de consommateurs². Cette hausse se répercute sur les prix payés en 2025.

Les taxes hors TVA payées par les ménages représentent 20,3 €/MWh PCS en 2025, en augmentation de 3,0 %, après 19,7 €/MWh PCS en 2024 et 11,2 €/MWh PCS en 2023. Elles sont constituées à 81 % de l'accise sur le gaz, dénommée taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN) jusqu'en 2021. Cette accise est passée de 8,37 €/MWh PCS en 2023 à 16,37 €/MWh PCS au 1^{er} janvier 2024 afin de réduire le différentiel entre les taux de l'accise sur l'électricité et ceux de l'accise sur le gaz, dans un objectif de cohérence de la politique environnementale du Gouvernement. Elle passe ensuite à 17,16 €/MWh PCS entre le 1^{er} janvier 2025 et le 31 juillet 2025, puis à 15,43 €/MWh PCS à partir du 1^{er} août 2025. Les 19 % restants sont constitués de la contribution tarifaire d'acheminement (CTA), qui s'élève en moyenne à 3,8 €/MWh PCS en 2025.

La TVA représente 21,2 €/MWh PCS, soit 15 % du prix TTC. Elle augmente de 2,9 €/MWh PCS en raison de la progression du prix HTVA et de la hausse du taux de TVA sur l'abonnement. En effet, au 1^{er} août 2025, ce taux est désormais de 20 %, contre 5,5 % auparavant. Les taxes (TVA incluse) représentent 29 % du prix TTC du gaz, en progression de 9,5 % sur un an.

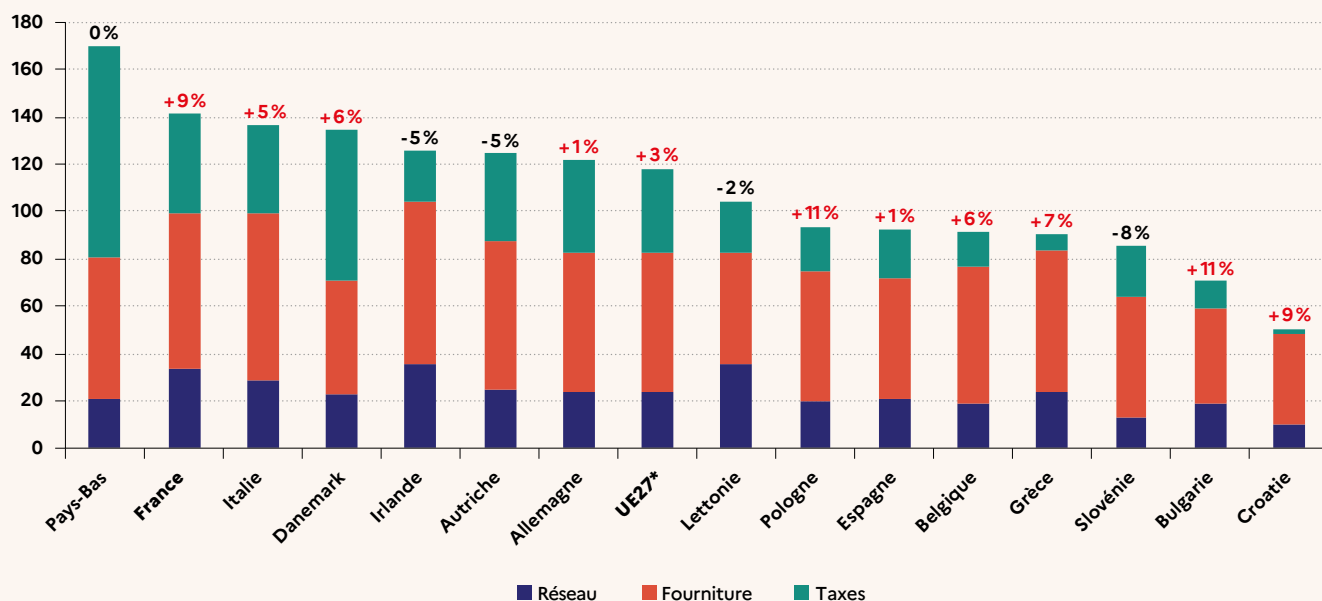
Le bouclier tarifaire qui était en vigueur jusqu'au 1^{er} juillet 2023 n'a plus d'effet sur les prix du gaz naturel pour les ménages depuis cette date. L'aide à destination de l'habitat collectif qui était maintenue en 2024 n'est plus en vigueur en 2025. Par ailleurs, les tarifs réglementés de vente de gaz (TRVg) ont été supprimés le 30 juin 2023. Un prix repère de vente de gaz naturel à destination des clients résidentiels est publié mensuellement, depuis cette date, par la CRE afin de fournir un moyen de comparaison aux consommateurs de gaz naturel pour le choix d'une offre de marché.

En 2025, le dispositif des chèques énergie a bénéficié aux ménages les plus modestes afin d'alléger leur facture d'énergie. 3 millions de chèques ont été utilisés en 2025,

² Consulter www.cre.fr/actualites/toute-lactualite/la-cre-fixe-le-tarif-des-reseaux-de-distribution-de-gaz-naturel-de-grdf-pour-la-periode-2024-2027.html

GRAPHIQUE 3 : prix TTC du gaz naturel pour les ménages dans l'Union européenne en 2025

En €/MWh PCS (euros courants) – Évolution (en %)



* Union européenne à 27 États.

Lecture : en UE27, en moyenne en 2025, le prix du gaz à usage domestique s'élève à 118,4 €/MWh PCS TTC, se décomposant en 58,6 €/MWh pour la fourniture, 24,4 €/MWh pour le réseau et 35,4 €/MWh pour les taxes. Le prix moyen augmente de 3 % entre 2024 et 2025.

Note : pour la France, le prix n'inclut pas le chèque énergie.

Sources : SDES, enquête Transparence des prix du gaz et de l'électricité ; Eurostat

toutes campagnes et énergies confondues, pour un montant moyen de 152 € par chèque. Le nombre de bénéficiaires est inférieur à son niveau d'avant-crise (4,5 millions de chèques utilisés en 2020). Une campagne exceptionnelle de chèques énergie avait été mise en œuvre en 2022 pour aider les ménages modestes à faire face à la crise énergétique, portant le nombre de bénéficiaires à 12 millions de ménages. Ces chèques exceptionnels ont été majoritairement utilisés en 2022 et 2023. Cette aide n'est pas prise en compte dans les données sur les prix présentées dans la publication.

Le prix du gaz naturel pour les ménages en France est l'un des plus élevés de l'Union européenne

En 2025, le prix moyen TTC du gaz naturel pour les ménages dans l'Union européenne (UE) est en hausse de 3 %, à 118,4 €/MWh PCS en moyenne. À l'exception de quelques pays où le prix baisse, notamment en Slovaquie (- 8 %), en Irlande et en Autriche (- 5 %), le prix est en hausse dans la plupart des pays de l'UE. La plus forte hausse est observée en Bulgarie, avec + 11 % sur un an (graphique 3). Les Pays-Bas et, dans une moindre mesure, le Danemark se caractérisent par un niveau de taxes très supérieur à la moyenne de l'UE.

En 2025, le prix moyen en France se situe 19 % au-dessus de la moyenne de l'UE, retrouvant un écart comparable à celui observé avant la crise énergétique (+ 14 % au-dessus de la moyenne européenne en 2020 et + 18 % en 2019).

Le prix moyen payé par les entreprises françaises augmente de 1,5 %

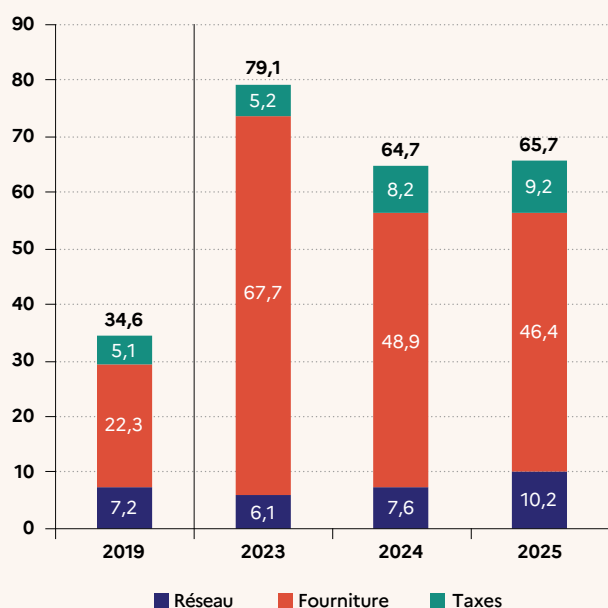
En 2025, le prix moyen hors TVA du gaz naturel payé par les entreprises s'élève à 65,7 €/MWh PCS, en hausse légère, de 1,5 %, par rapport à 2024 (graphique 4). Cette hausse fait suite à la baisse de 18,2 % constatée en 2024. Les prix HTVA du gaz naturel restent donc à un niveau élevé, 90 % au-dessus du niveau de 2019. En effet, entre 2020 et 2023, les prix du gaz pour les entreprises françaises ont plus que doublé, dans un contexte de reprise économique après la crise sanitaire puis de guerre en Ukraine et de restrictions d'exportation de la Russie.

La composante « fourniture » est en baisse pour la deuxième année consécutive. Constituée des coûts d'approvisionnement, de commercialisation et de stockage, elle passe en moyenne de 48,9 €/MWh PCS à 46,4 €/MWh PCS entre 2024 et 2025, et s'éloigne du pic atteint en 2023 (67,7 €/MWh PCS). Elle reste cependant deux fois plus élevée qu'en 2019 (22,3 €/MWh PCS).

Avec 10,2 €/MWh PCS en 2025 contre 7,6 €/MWh PCS en 2024 (+ 34 % sur un an), les coûts d'utilisation des réseaux de transport et de distribution (composante « réseau ») expliquent la majeure partie de l'augmentation du prix hors TVA sur un an. Comme pour le prix TTC des ménages, les évolutions récentes des tarifs de transport (ATRT, 8^e version) et de distribution (ATRD, 7^e version) expliquent cette très forte hausse.

GRAPHIQUE 4 : décomposition du prix hors TVA du gaz naturel pour les entreprises en France

En €/MWh PCS (euros courants)



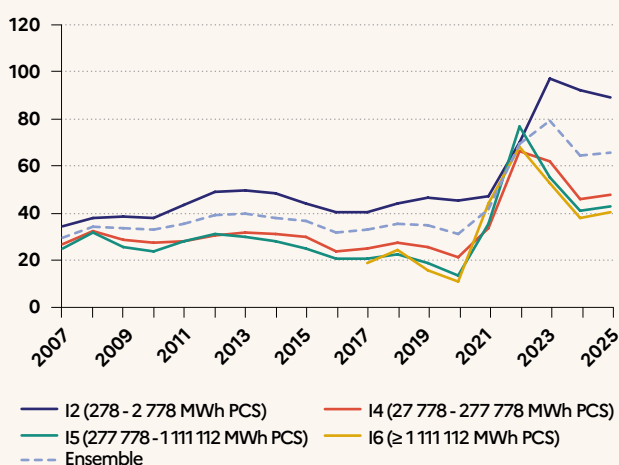
Note : les taxes comprennent l'accise du gaz et la contribution tarifaire d'acheminement (CTA).

Avertissement : les prix pour la tranche de consommation I5 en 2023 ont été révisés à la hausse du fait d'un problème détecté dans les déclarations à l'enquête. Les chiffres 2023 ne sont donc pas comparables à ceux diffusés dans la publication précédente.

Source : SDES, enquête Transparence des prix du gaz et de l'électricité

GRAPHIQUE 5 : évolution du prix hors TVA du gaz naturel pour les entreprises en France par niveau de consommation

En €/MWh PCS (euros courants)



Note : les clients non résidentiels sont répartis suivant des tranches de consommation annuelle I1 à I6, définies par le règlement européen sur la transparence des prix du gaz et de l'électricité.

Avertissement : les prix pour la tranche de consommation I5 en 2023 ont été révisés à la hausse.

Source : SDES, enquête Transparence des prix du gaz et de l'électricité

La fiscalité est également en hausse pour la deuxième année consécutive, passant de 8,2 €/MWh PCS en 2024 à 9,2 €/MWh PCS en 2025, soit une progression de 12 %. Cette hausse fait suite à la forte augmentation de 2024 (+ 58 %). En effet, le tarif plein de l'accise a connu de fortes hausses entre 2023 et 2025 (voir plus haut). Cependant, cette augmentation du niveau moyen des taxes hors TVA masque des disparités selon le niveau de consommation. Les hausses sont plus fortes pour les entreprises qui consomment peu de gaz, les entreprises grosses consommatrices bénéficiant d'exonération totale ou partielle de l'accise sur le gaz.

L'écart de prix selon le niveau de consommation se resserre légèrement

Hors crise énergétique, le prix du gaz payé par les entreprises hors TVA est fortement dégressif en fonction du niveau de consommation. Les entreprises les plus consommatrices, qui ont davantage de pouvoir de négociation vis-à-vis des fournisseurs et des tarifs réduits, voire des exonérations sur l'accise, bénéficient de prix plus bas. Ces entreprises sont toutefois plus sensibles aux évolutions des prix sur les marchés de gros que les entreprises les moins consommatrices qui ont, pour certaines, des contrats à prix fixe sur des temps plus longs. Au plus fort de la crise énergétique, les entreprises grandes consommatrices ont donc subi des hausses de prix plus importantes, conduisant à une convergence des prix par tranche de consommation en 2021 et 2022 (graphique 5).

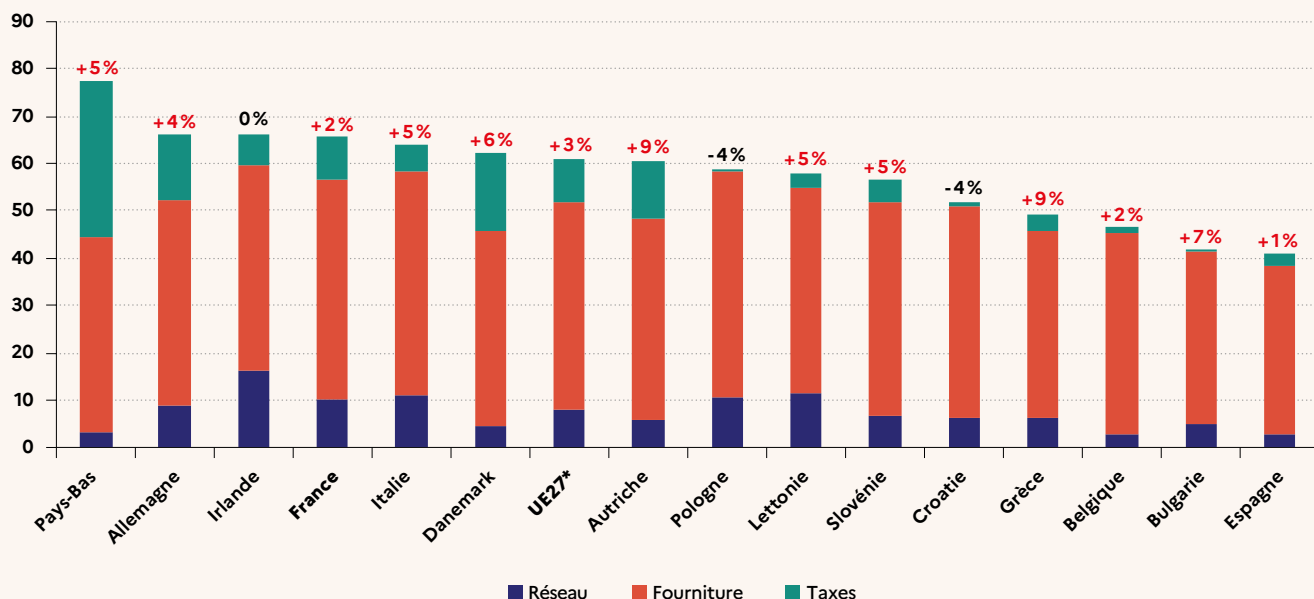
En 2023, le prix du gaz naturel est redevenu décroissant en fonction du volume consommé. En effet, les entreprises grandes consommatrices ont fortement bénéficié de la baisse des prix sur les marchés de gros alors que le prix du gaz naturel continuait d'augmenter pour les entreprises les moins consommatrices (tranche I2). En 2024, l'ensemble des entreprises voient leur prix baisser mais le prix du gaz naturel baisse davantage pour les gros consommateurs que pour les petits, en raison notamment de l'augmentation de la fiscalité pour ces derniers. En 2025, les prix se resserrent, les entreprises les moins consommatrices (tranche I2) voyant leur prix diminuer de 3,4 % sur un an, à 89,2 €/MWh PCS, pendant qu'il se renchérit de 6,3 %, à 40,2 €/MWh PCS, pour les entreprises de la tranche I6.

Le prix du gaz pour les entreprises augmente dans la majorité des pays de l'Union européenne

Entre 2024 et 2025, le prix hors TVA du gaz naturel pour les entreprises augmente dans la majorité des pays de l'UE, à quelques exceptions près comme la Pologne et la Croatie (- 4 %). La hausse est de 3 % en moyenne dans l'UE, à 60,9 €/MWh PCS, tirée par une augmentation massive des coûts de réseau (+ 31 % sur un an, à 8,0 €/MWh PCS), la

GRAPHIQUE 6 : prix hors TVA du gaz naturel pour les entreprises dans l'Union européenne en 2025

En €/MWh PCS (euros courants) – Évolution (en %)



* Union européenne à 27 États.

Lecture : dans l'UE27, en moyenne en 2025, le prix du gaz dans les secteurs non résidentiels s'élève à 60,9 €/MWh PCS HTVA, se décomposant en 8,0 €/MWh pour le réseau, 43,6 €/MWh pour la fourniture et 9,3 €/MWh pour les taxes. Le prix moyen a augmenté de 3 % entre 2024 et 2025.

Sources : SDES, enquête Transparence des prix du gaz et de l'électricité ; Eurostat

fourniture étant stable et les taxes augmentant en moyenne de 1 %, à 9,3 €/MWh. Alors que les coûts de fourniture sont relativement homogènes, les coûts de réseau et la fiscalité varient considérablement selon les pays. Les coûts de réseau s'étendent ainsi de 2,6 €/MWh en Espagne à 16,2 €/MWh en Irlande. Quant à la fiscalité, les écarts sont encore plus marqués : les taux vont de 0,5 €/MWh en Pologne à 33,2 €/MWh aux Pays-Bas.

Alors qu'en 2022 les entreprises françaises bénéficiaient d'un prix inférieur de 11 % à la moyenne de l'Union européenne, elles paient en 2025 un prix supérieur de 8 % à cette moyenne, retrouvant ainsi une position plus conforme à la situation qui prévalait avant la crise énergétique (graphique 6). Seuls cinq pays de l'UE ont un prix plus élevé, dont les Pays-Bas et l'Allemagne³. Les entreprises bulgares (41,8 €/MWh PCS) et espagnoles (40,9 €/MWh PCS) bénéficient des prix du gaz les plus faibles.

Étienne Jezioro, SDES

³ La Suède est le pays dont le prix du gaz naturel est le plus élevé de l'Union européenne. Cependant, la consommation de gaz naturel dans ce pays est marginale par rapport aux autres sources d'énergie.

MÉTHODOLOGIE

Les données proviennent de l'enquête semestrielle sur les prix de l'électricité et du gaz menée par le service des données et études statistiques (SDES) ainsi que d'enquêtes similaires conduites dans les autres États membres de l'Union européenne, en application du règlement n° 2016/1952 sur les statistiques européennes concernant les prix du gaz et de l'électricité. Le champ géographique de l'enquête française est la France entière. La méthodologie de l'enquête est disponible sur le [site internet du SDES](#).

Eurostat publie les résultats compilés pour tous les pays de l'UE sur son site ec.europa.eu/eurostat/web/energy/data/database, ainsi que des données annuelles complètes à partir de 2019.

Les chaufferies collectives d'immeubles résidentiels sont classées dans le champ non résidentiel, ce qui constitue une différence avec la publication du *Bilan énergétique de la France* et explique les écarts de prix entre ces deux publications pour le secteur résidentiel.

Pour tout complément d'information sur les traitements effectués, consulter la notice méthodologique disponible sur le [site internet du SDES](#).

POUR EN SAVOIR PLUS

- [Prix de l'électricité en France et dans l'Union européenne en 2025, SDES, juillet 2026.](#)
- [Bilan énergétique de la France pour 2024, SDES, mars 2026.](#)
- [Les données européennes sur l'énergie, Eurostat.](#)
- [Natural gas price statistics, Eurostat.](#)

À PROPOS

Le Commissariat général au développement durable (CGDD) est la direction générale de l'économie et de la consommation durables, des données, de la recherche et de l'innovation du ministère chargé de la transition écologique. Le service des données et études statistiques (SDES) est le service statistique ministériel de l'écologie, de l'énergie, de la construction, du logement et des transports. Il collecte, produit et diffuse les statistiques de référence de ces domaines et contribue à la conception et au suivi de ces politiques publiques.

Commissariat général au développement durable • Service des données et études statistiques (SDES) • Sous-direction des statistiques de l'énergie

Directrice de publication : Emmanuelle Walraet • Coordination éditoriale : Amélie Glorieux-Freminet • Maquettage et réalisation : La Netscouade

Dépôt légal : juillet 2026 • N° ISSN : en cours

Courriel : diffusion.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr

www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr